

Morituri te salutant

Le secondaire est en passe de perdre son latin. Si rien ne change de la part des politiques, le cours de latin sera définitivement renvoyé aux calendes grecques et réservé alors à une seule élite.

PAR PIERRE JASSOGNE

Cela fait longtemps que ce n'est plus le plus vieux tango du monde, celui, comme le chantait Jacques Brel, que les têtes à nonnettes en pensant à Rosa...

Non, en Fédération Wallonie-Bruxelles, le cours de latin n'attire plus. En 2014, 18 986 élèves suivent cette option aux 2^e et 3^e degrés de l'enseignement secondaire, contre 22 362 en 2010. Une baisse de 15% visible d'année en année. Avec une tendance plus marquée dans l'enseignement officiel que dans le libre catholique. En effet, le réseau libre compte 8 423 latinistes au 2^e degré et 4 242 au 3^e, là où le réseau officiel de la Fédération Wallonie-Bruxelles en compte 3 163 au 2^e et 1 021 au 3^e.

PAS UTILE ?

Pour expliquer cette diminution, le ministère de l'Enseignement a avancé que les jeunes privilégiaient des cours plus concrets que les langues anciennes. Mais le mot est lâché : le latin ne serait pas concret, et avec lui, sans doute, toute cette civilisation européenne qui s'est incarnée dans les humanités classiques. En somme, à en croire nos représentants, l'école doit être aussi pratique et commode que le montage d'un meuble Ikea. « Je ne constate pas non plus que les élèves préfèrent la maçonnerie ou la coiffure au latin. Ils abandonnent l'option latine pour choisir d'autres orientations dans le secondaire général », rappelle Philippe Desy, professeur de latin dans l'enseignement secondaire et chargé de cours à l'ULB. Ensuite, les élèves décident rarement d'abandonner l'option latine pour suivre des options fortes. En clair,

pour plus d'heures de mathématiques. « C'est le cas de quelques éléments

bien doués qui se destinent à des études scientifiques dans le supérieur universitaire, et ils sont trop rares, comme les doyens de sciences et de polytechnique le regrettent », ajoute Philippe Desy.

En majorité donc, les élèves abandonnent cette option parce que le latin est une discipline trop exigeante, et qu'ils ne sont

pas disposés à fournir l'effort nécessaire pour l'apprendre. « D'abord, les élèves n'apprennent plus leur matière. On ne peut plus faire étudier du vocabulaire, des définitions, des règles de grammaire, des événements historiques... La recommandation de ne plus faire travailler les élèves à la maison dans le primaire a

eu des effets extrêmement profonds sur leurs structures mentales. Or, la force de l'enseignement du latin, c'est justement qu'il "apprend à apprendre". Si les élèves ne sont plus disposés à apprendre, l'utilité de faire du latin échappe à tout le monde. » De plus, Philippe Desy pointe

l'état catastrophique de l'enseignement du français. « Là encore, les recommandations des inspecteurs, appliquées à la lettre par certains professeurs idéalistes ou terrorisés, aboutissent à un effondrement complet des connaissances en orthographe, en grammaire, en conjugaison, en vocabulaire, en littérature, en argumentation, en rédaction... C'est ainsi

que nous traînons dans tout le secondaire et à l'université des illettrés techniques. Et je ne perçois même plus de différences entre les élèves de souche belge ou d'origine étrangère : tous sont dans la même situation d'ignorance. Or, s'il est vrai que l'apprentissage du latin améliore la connaissance du français, il est aussi tributaire d'un niveau de connaissance et de compétence minimales dans la langue maternelle. »

Il y a pourtant bel et bien une réalité politique, mais que personne n'assume. C'est que les établissements qui offrent encore une filière d'enseignement du latin se font de plus en plus rares : ils ne sont plus qu'un établissement sur quatre à organiser un cours de latin aux deuxième et troisième degrés. « C'est le niveau général de notre enseignement qui fait problème, comme le démontrent les résultats catastrophiques en première année à l'université. La désaffection des élèves pour le

latin n'en est qu'une conséquence. Mais, en Fédération Wallonie-Bruxelles, quels

hommes ou femmes politiques auront-ils le courage de changer une politique si bien ancrée, qui consiste à sacrifier les valeurs de l'enseignement sur l'autel

de la facilité dans le but de flatter leurs électeurs ? », lance encore Philippe Desy. Pourtant, la désaffection du latin n'est pas neuve : il y a 25 ans, la mort clinique du latin était déjà annoncée. Dans l'enseignement secondaire, on comptait alors 30 380 élèves suivant des cours de latin

et on s'inquiétait aussi de la diminution de leur nombre, alors même qu'il était deux fois plus élevé qu'aujourd'hui. Depuis 25 ans, dans tous les réseaux, les professeurs de latin ont fait les frais de la hausse du nombre de nouvelles

orientations, mettant la formation latine dans une concurrence insoutenable avec les cours de sciences ou ceux de langues modernes... Plus « concrets », ceux-là, alors qu'on continue toujours de refuser au latin un rôle formateur essentiel pour des élèves francophones. Depuis 25 ans,

le cours de latin n'est plus certificatif et est devenu une option parmi d'autres, enseigné à dose homéopathique et rendu accessible à l'extrême, en gommant toutes les exigences. Parfois même, on n'hésite plus à le mettre sur une voie de garage. Quant aux cours, ils sont périodiquement les victimes de mesures directes, prises tant des politiques que de certaines directions d'école, pour retarder l'apprentissage du latin, restreindre le nombre d'heures, quand ce n'est pas tout simplement favoriser sa disparition pure et simple des programmes des cours. Aujourd'hui, les professeurs de latin sont de plus en plus isolés. Il ne reste parfois qu'un ou deux professeurs. Après tout, dans une majorité d'écoles, le grec est déjà passé à la trappe, sans fleurs, ni couronnes... « Cette génération est née de parents à qui on n'a pas cessé de dire que l'apprentissage du latin n'était plus important. Qu'on ne s'étonne pas, dès lors, vu le petit nombre de personnes qui choisissent de s'y consacrer, que

cette discipline soit la première à faire l'objet de coupes budgétaires, tant dans le secondaire qu'à l'université. Aujourd'hui, c'est d'abord la question de la rentabilité financière d'une option qui compte, avant son éventuelle utilité, dénonce Pierre Assenmaker, chargé de cours à l'Université de Namur. J'ai le sentiment surtout qu'on ne mesure pas les conséquences de ce désaveu du latin : cette génération se coupe d'une tradition millénaire et risque

de devenir orpheline, culturellement. » Pourtant, de l'aveu de tous, la formation latine n'aurait rien perdu de sa superbe. L'apprentissage du latin, et avec lui la pratique de la traduction, restent une activité extrêmement puissante pour le développement des capacités cognitives. Sans parler de la transmission d'un héritage culturel, permettant d'être le témoin d'une élite intellectuelle qui en a fait la langue d'un Occident éclairé, un instrument de communication universel. Mais nous n'en sommes plus là : l'école est un service au public, priée de délivrer des diplômes, le plus souvent dans une perspective utilitariste.

TROP ÉLITISTE ?

Aussi, la formation latine souffre-t-elle d'une série de clichés, en étant improprement qualifiée de « morte », donc démodée et inutile, et suspectée de former une élite, largement catholique et conservatrice. Pédagogue à l'ULg, Dominique Lafontaine expliquait dans *Le Soir* que beaucoup d'écoles continuent à se servir du latin pour constituer des « classes de

niveau », regroupant les élèves plus forts. Certains politiques se sont faits aussi les contempteurs pointus d'une école élitiste, trop encline à favoriser les cours classiques. Dans les partis, la question latine divise en douceur et profondeur. Avouons-le, et cela n'étonnera personne : surtout à gauche. Selon certains, imposer le latin dans le premier degré serait encore trop élitiste. Rappelons, en 2005, le tollé provoqué par la sortie de Marie Arena (PS), alors ministre de l'Enseignement, évoquant une possible suppression du cours de latin.

Pour les partis, la survie du latin reste donc d'actualité : pourquoi continuer à l'enseigner alors qu'il n'attire plus ? Pourquoi le dispenser dès la 1^{ère} secondaire si l'on met en place un tronc commun censé gommer les différences ? Pourquoi conserver cet héritage du passé dans un enseignement inégalitaire ? Or, si le latin est un facteur d'inégalité sociale, que dire alors des sciences et des mathématiques, matières largement défendues et représentées dans notre enseignement, mais qui sont pourtant des facteurs massifs d'échec scolaire...

Le dilemme, c'est que, pour être sauvé, le latin doit être accessible à tous dans une formation générale. Pour cela, dans la réforme du tronc commun du premier degré que l'on annonce déjà comme un miracle à tous les problèmes de l'enseignement francophone, celui-ci doit avoir sa place. Il n'est pas trop tard, mais rien n'est acquis... Tout l'enjeu est là. Sans quoi, il y a fort à parier que le latin soit renvoyé aux calendes grecques.

« *Le problème politique, c'est que l'accès au latin se réduit de plus en plus et qu'il deviendra de facto l'apanage d'une petite élite. Cela, c'est un problème démocratique essentiel. Car on va ainsi donner à une élite le privilège d'utiliser à sa guise l'héritage historique et culturel véhiculé par le latin. Faut-il rappeler l'épisode fasciste qui a récupéré le passé romain dans une fonction totalitaire ? Et que dire de ces dirigeants politiques qui brandissent des citations latines au profit de dérives nationalistes... Le savoir, c'est le pouvoir. Il faut rendre ce pouvoir à tous, et cela passe aussi par l'accès réellement démocratique à notre héritage latin* », conclut Pierre Assenmaker. ■ P.J.

Maudite Aphrodite

Traducteur et grand connaisseur de la littérature latine, Michel Grodent a retenu, avec *Aphrodite accroupie*, un choix de textes érotiques, scabreux, obscènes dont les auteurs sont Horace, Aristophane, Ovide, Juvénal, Catulle. ■

Aphrodite accroupie, par Michel Grodent. Editions CEP.

Depuis 25 ans, le latin est mis par les politiques sur une voie de garage

Latinistes car démocrates !

Nous sommes élitistes parce que « *démocrates* », insiste Stéphane Feye, fondateur de l'école privée « *Schola Nova* », qui accueille à Incourt une soixantaine d'élèves âgés de 6 à 18 ans. En 1^{ère} secondaire, les élèves suivent 9 heures de latin par semaine, un peu moins les années suivantes. En ouvrant son école, Stéphane Feye a essuyé de nombreuses critiques. En faisant d'une langue ancienne une langue vivante. On a même parlé, à l'égard de son école, d'élitisme sans raison. « *On m'a même traité de nazi alors qu'Hitler lui-*

même avait supprimé sous son régime les thèmes latins à l'école. Selon moi, parler d'élitisme au sujet du latin est agaçant. Tout simplement parce que l'égalité des chances est la conséquence d'un bon enseignement, destiné à former des gens de valeur. On est loin d'être une école pour aristocrates. »

Le problème, selon Stéphane Feye, c'est que les politiques francophones ne veulent plus du latin car c'est un cours exigeant. « *Nous vivons sous le dogme de l'enseignement rénové avec une multiplication d'options qui coûtent bien plus cher que le cours de latin. Aujourd'hui, certains jouent les outrés au sujet de la possible disparition du latin dans l'enseignement secondaire, mais ce sont eux qui l'ont imposée...* » ■

Le latin, langue du futur !

Et si le latin était une langue de l'avenir ? C'est ce que se demande la linguiste Henriette Walter dans son livre *Minus, lapsus et mordicus*, qui vient de paraître chez Robert Laffont. Après tout, le latin ne s'est pas éteint avec la chute de l'Empire romain. Pendant des siècles, cette langue n'a jamais cessé de se faire une place de choix dans d'autres idiomes, donnant naissance progressivement à de multiples langues en Europe et dans le reste du monde. Une langue d'une incroyable diversité que nous continuons de parler sans le savoir, mais qui a aussi été manipulée, malmenée, déguisée avec désinvolture, comme un matériau se prêtant sans peine aux contraintes d'un divertissement. Saviez-vous qu'au Vatican, le latin constitue encore un véritable outil pratique pour retirer, par exemple, de l'argent dans un distributeur de billets ? En 1964, et dans un but pédagogique, le même Vatican a fondé un Institut, nommé Institutum Altioris Latinatis, ayant pour mission de créer un vocabulaire apte à rendre compte des notions et des inventions depuis l'Antiquité et qui nous entourent de nos jours. Avec pour résultat un dictionnaire de 728 pages qui offre près de 8000 entrées présentant des formulations en latin des réalités de la vie moderne. En voici quelques exemples :

- **BLUS JEANS** : bracae linteae caeruleae (pantalons de toile bleue)
- **CAREURANT** : liquor propulsorius (liqueur qui fait avancer)
- **CHIC** : exquisitus (choisi, recherché)
- **ORDINATEUR** : instrumentum computatorium (instrument des calculateurs)
- **CHÔMEUR** : otiosus invite (oisif contre son gré)
- **FOOTING** : exercitatio ambulandi currendique (exercice en marchant et en courant)
- **RÉFRIGÉRATEUR** : armarium frigidarium (armoire froide)
- **BANDE DESSINÉE** : libellus pictographicus (petit livre illustré)

A lire : *Minus, lapsus et mordicus* - Nous parlons tous le latin sans le savoir, par Henriette Walter, Robert Laffont, 323 pages, 22 euros.

Un défaitisme inutile

Pour Marie-Bernadette Mars, professeure de latin et présidente de la Fédération des professeurs de grec et de latin, pas question de tomber dans un défaitisme inutile. « Depuis des centaines d'années, entre utilitarisme et culture, entre réformes et évolution de l'enseignement, entre passé et avenir, les cours de langues anciennes se sont maintenus », rappelle-t-elle, étonnée d'entendre que le cours de latin serait menacé et qu'il n'attirerait plus. « Aujourd'hui, des milliers d'élèves suivent des cours de latin et en sont souvent fort contents. Des dizaines de professeurs enseignent avec enthousiasme ces matières, ces langues qu'ils font le pari de transmettre non pas comme des langues "mortes" mais comme des langues anciennes qui peuvent encore vivre aujourd'hui. » Selon elle, les élèves se rendent compte que les cours de langues anciennes ne sont pas des cours désincarnés de la réalité, isolés des autres matières, mais qu'ils ne cessent de renvoyer aux mathématiques par la rigueur et la logique, au

français par l'étymologie et la traduction, aux langues modernes par l'omniprésence d'un travail linguistique, aux sciences par le souci de comprendre les forces de la nature ou par la constitution du vocabulaire, aux arts par la richesse du patrimoine grec et latin et par le souci de définir et de reproduire la beauté... « Les textes anciens sont riches de leur langue, de leur témoignage exceptionnel sur des réalités intemporelles, de leur ouverture sur le monde, de leur approche de l'histoire, de leur recherche de la vérité, de leur humour, de leur réflexion sur la cruauté, sur l'esclavage, sur la mesure. » Pour Marie-Bernadette Mars, le latin doit être comme l'obligation scolaire ou l'obligation électorale, « c'est une chance et un droit que chaque élève doit avoir. Aussi, quand nous imposons l'approche du latin dès la première année, à toutes et à tous, nous faisons en sorte que le choix de ces matières ne dépende pas du milieu familial mais que ces cours soient accessibles à des élèves qui n'y auraient pas goûté autrement. » ■